

Solidarité internationale contre la répression en Catalogne, Liberté pour les prisonnier-es politiques !

Nous exprimons notre solidarité avec le peuple catalan qui, pacifiquement, s'est mobilisé de manière massive pour défendre son droit de décider de son avenir. Nous condamnons fermement la répression policière. Plus de 10.000 agents des forces de sécurité de l'Etat ont essayé d'empêcher la tenue du référendum du 1^{er} octobre. Face à la répression de l'Etat espagnol ; qui a fait plus de 844 blessé.es par la Guardia Civil et la police de l'Etat espagnol, le peuple a voté, avec plus de 3 millions de votant.es dont 770.000 n'ont pu voir leur voix prise en compte. L'Etat espagnol a refusé d'accepter le référendum, en s'appuyant sur la constitution espagnole, produit d'un compromis passé en 1978 avec les franquistes. Ce cadre juridique est utilisé comme excuse pour soutenir la violation des droits fondamentaux et les attaques directes contre la liberté des peuples d'Espagne. La réponse à cette répression a été la grève générale massive du 3 octobre et la proclamation par le Parlement catalan de la République Catalane. Depuis des ministres, des responsables d'associations ont été emprisonné.es à Madrid et des inculpations pèsent sur de nombreux militants et militantes.

Autour des objectifs suivants :

- Le respect du principe d'autodétermination et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes dans le respect de leurs propres minorités et notamment de celui du droit de décider ; Le respect du mandat des 2.300.000 catalan.e.s qui ont pu voter le 1^{er} octobre.
- L'arrêt de la répression sous toutes ses formes, la liberté sans condition des militant.e.s emprisonné.e.s, le retrait des forces policières et militaires du territoire catalan, l'arrêt des poursuites judiciaires.
- Le soutien aux droits démocratiques du peuple de Catalogne et le refus de toute remise en cause de l'autonomie actuelle par l'imposition de l'article 155 de la Constitution de l'Etat espagnol (médias publics, éducation et culture, police catalane, droits du parlement catalan...).
- La condamnation des positions du gouvernement Macron-Philippe et des institutions européennes complices du gouvernement Rajoy.

Nous vous invitons à une réunion publique qui se tiendra le 12 décembre à 18h30 à la Maison des Associations 22bis rue Dumont d'Urville à Rouen.

Nous pouvons avoir des débats sur le bien-fondé de l'indépendance de la Catalogne ou sur les limites du processus actuel, mais nous partageons des principes qui nous amènent à dire ensemble :

Nous réaffirmons notre soutien aux droits démocratique du peuple de Catalogne.

Nous condamnons le silence complice des autorités françaises et appelons les citoyens et citoyennes, les organisations démocratiques, syndicales, politiques et associatives à se solidariser avec le peuple de Catalogne.

Nous appelons à la solidarité internationale pour dénoncer la répression du gouvernement Rajoy et défendre la démocratie. Face à une revendication démocratique telle que le droit à l'autodétermination, la solution ne peut jamais être la répression et la violence.

Union Syndicale Solidaires 76, Alternative Libertaire, ATTAC Rouen, Ensemble !, Gauche Révolutionnaire, NPA,...

**Contre la violence d'Etat, Pour la liberté et la démocratie,
Pour le droit à l'autodétermination des peuples**